

Entre science et patrie : Lecture du régionalisme de Paul Vidal de la Blache

Guy Mercier

Volume 45, Number 126, 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/023000ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/023000ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mercier, G. (2001). Entre science et patrie : Lecture du régionalisme de Paul Vidal de la Blache. *Cahiers de géographie du Québec*, 45(126), 389–412. <https://doi.org/10.7202/023000ar>

Article abstract

As a geographer, Paul Vidal de la Blache (1845-1918) was concerned about two issues related to politics. On the one hand, he wanted to understand the role of politics in geographical dynamics. On the other hand, he tried to stimulate the political interest for geography in France. In so doing, his goal was to consolidate geography both as a scientific discipline and as a public institution. This double concern was particularly evident when he was promoting the regional reform of France. This paper tries to explain how and why geography and politics influenced each other in Vidal's regionalism.

Entre science et patrie

Lecture du régionalisme de Paul Vidal de la Blache

Guy Mercier

Département de géographie, Université Laval

Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions

Guy.Mercier@ggr.ulaval.ca

Résumé

Paul Vidal de la Blache (1845-1918) fut à la fois soucieux de comprendre la place du facteur politique dans la dynamique géographique et de donner, en France, une audience politique à la discipline géographique. Cette double préoccupation est particulièrement manifeste dans le militantisme régionaliste de Vidal. L'article cherche à expliquer pourquoi et à quelles conditions géographie et engagement politique s'influencent mutuellement dans le régionalisme vidalien.

Mots-clés : Paul Vidal de la Blache (1845-1918), géographie, France, régionalisme, patriotisme, scientisme.

Abstract

Between Science and Homeland

An Analysis of Paul Vidal de la Blache's Regionalism

As a geographer, Paul Vidal de la Blache (1845-1918) was concerned about two issues related to politics. On the one hand, he wanted to understand the role of politics in geographical dynamics. On the other hand, he tried to stimulate the political interest for geography in France. In so doing, his goal was to consolidate geography both as a scientific discipline and as a public institution. This double concern was particularly evident when he was promoting the regional reform of France. This paper tries to explain how and why geography and politics influenced each other in Vidal's regionalism.

Key Words: Paul Vidal de la Blache (1845-1918), geography, France, regionalism, patriotism, scientism.

*Il y a quelque chose de sain et d'équilibré dans
la constitution géographique de la France*

Paul Vidal de la Blache, 1902

VIDAL DE LA BLACHE ET LA QUESTION POLITIQUE

LE RÔLE GÉOGRAPHIQUE DU POLITIQUE

Contrairement à ce que la postérité a souvent retenu, Paul Vidal de la Blache (1845-1918) reconnut la pleine légitimité de la géographie politique¹. Certes, il fit un usage limité de l'expression « géographie politique », mais cette restriction tient certainement au fait qu'il ne vit jamais de différence essentielle entre celle-ci et la géographie humaine. Parfois même, l'assimilation est complète. Par exemple, en 1883, dans *La Terre* – manuel où l'expression « géographie humaine » n'est d'ailleurs pas employée –, il définissait la géographie politique comme « l'étude des villes, États et autres établissements humains dans leurs rapports avec le sol » (Vidal-Lablache, 1883 : 209). Plus tard, en 1898, dans un article sur Ratzel, géographie humaine et géographie politique sont des synonymes².

Cette fusion sémantique n'a rien de surprenant car Vidal fut constamment préoccupé par le rôle du politique dans l'établissement humain. Dès le début de sa carrière, il pressentit que l'État était un ressort intrinsèque de la dynamique géographique. Ainsi, en 1872, dans sa leçon d'ouverture à l'université de Nancy, Vidal associait directement la géographie du monde méditerranéen – récemment modifiée par l'achèvement du canal de Suez en 1869 – à une problématique politique et diplomatique où l'État français, selon lui, tenait un rôle central. Il écrivait, en terminant son exposé :

La décadence précoce des États musulmans a [...] soulevé sur les bords de la Méditerranée un des graves problèmes d'équilibre européen. L'avenir de cette mer semble de plus en plus déposé entre les mains de ces deux familles de peuple, latine ou gréco-slave, qui occupent ses rives européennes. L'ouverture du canal de Suez leur offre une nouvelle occasion de prospérité commerciale, dont le développement dépend surtout de leurs progrès politiques et économiques. Il appartient à la France de marquer le pas dans cette nouvelle voie (Vidal-Lablache, 1873 : 21).

Vidal reprit dans *Marco Polo*, publié en 1880, son questionnement sur la fonction politique. Tout en brossant un tableau de l'Empire tartare au XIII^e siècle, Vidal y tissait, en reprenant le fil du récit du célèbre voyageur vénitien, une conception de la géographie qui accordait au facteur politique une place importante (Vidal-Lablache, 1880; Mercier, 1998a et 2000). Neuf ans plus tard, *États et nations de l'Europe autour de la France* confirmait l'intérêt de Vidal pour les fondements politiques de la réalité géographique. Il annonçait, en avant-propos, que : « L'idée initiale de ce travail a été de montrer la composition géographique des États qui nous entourent » (Vidal de la Blache, 1889 : V). On comprend à la lecture que le cadre étatique retenu pour expliquer la géographie de l'Europe n'avait rien d'arbitraire. Au contraire, Vidal traitait les États comme de véritables entités géographiques où se conciliaient et coopéraient, à travers une dynamique territoriale, des régions, des cultures, des religions ou des « races » différentes (Vidal de la Blache, 1889 : 64 *et passim*).

Dans un long commentaire sur l'œuvre de Ratzel, Vidal précisa, en 1898, sa conception de la géographie politique. De plus en plus marqué par les sciences naturelles, il s'orientait à cette époque vers une vision plus globale de la discipline où la géographie politique – et, du coup, la géographie humaine – faisait partie de ce qu'il appela en 1903 la « géographie de la vie ». Il reconnut alors à Ratzel le mérite d'avoir donné une véritable dimension scientifique à la géographie politique en l'arrimant à la géographie générale du milieu terrestre. Avant Ratzel, déplorait Vidal, « les faits de la géographie politique gis[ai]ent encore beaucoup trop épars, sans adaptation à ceux de la géographie physique » (Vidal de la Blache, 1898a : 98). Inspiré par son collègue allemand, Vidal soutint que :

Rien ne saurait en définitive être plus fécond pour la géographie politique que le développement si remarquable que prend sous nos yeux l'étude physique du globe. Les rapports entre l'homme et le milieu dans lequel s'exerce son activité ne peuvent manquer de se révéler plus clairement que l'on tâtonnera moins à travers l'étude des formes, des climats et de la répartition de la vie (Vidal de la Blache, 1898a : 98)³.

C'est pourquoi il s'employa, dès lors, à comprendre les conditions naturelles des faits humains. Car il avait acquis la conviction que :

L'œuvre géographique de l'homme est essentiellement biologique dans ses procédés comme dans ses résultats. De vieilles habitudes de langage nous font souvent considérer la nature et l'homme comme deux termes opposés, deux adversaires en duel. L'homme cependant n'est pas un « empire dans un empire » ; il fait partie de la création vivante, il en est le créateur le plus actif. Il n'agit sur la nature qu'en elle et par elle. C'est en entrant dans la lice de la concurrence des êtres, en prenant parti, qu'il assure ses desseins (Vidal de la Blache, 1903 : 222).

Cette nouvelle attitude signifiait-elle que Vidal négligeait désormais le rôle du politique en géographie humaine ? Au contraire, il perçut que, dans la perspective naturaliste dessinée par Ratzel, le politique était en fait une dimension fondamentale de l'anthropologie et que cet élément épousait des formes différentes au fil de l'évolution humaine. L'association politique était en effet vue par Ratzel comme un vecteur essentiel du progrès puisqu'elle permet de tirer un meilleur parti de la nature. L'argument du géographe allemand, exposé en détail en 1894 dans sa *Völkerkunde*, est le suivant. Dans l'exploitation des ressources, tous les individus sont *a priori* concurrents. Toutefois, parce qu'ils sont doués de raison, ils savent reconnaître qu'une collaboration entre eux est une voie plus propice. En se rassemblant au sein d'institutions communes, ils assurent une stabilité politique qui autorise un meilleur déploiement et un développement de leurs moyens de travail. Sans cette garantie par une organisation politique, il serait impossible d'utiliser au mieux et de perfectionner ces moyens de travail qui, d'après Ratzel, sont au cœur de la civilisation (Ratzel, 1894; Mercier, 1990).

En se ralliant à ce point de vue, Vidal approuvait deux nouvelles tendances au sein de la géographie politique. D'une part, celle-ci ne devait plus se contenter d'examiner l'action et le territoire des États modernes, mais élargir son regard sur la diversité des types d'association politique. D'où le jugement favorable qu'il portait en 1903 sur la conception élargie du politique proposée par Ratzel :

Sa *Géographie politique* est une étude de l'État, considéré dans son lien avec le sol et les lois de son développement territorial [...]. Toutefois, la géographie politique – nul ne le sait mieux que M. Ratzel – ne saurait se limiter à l'étude de l'État; elle ne mérite entièrement son nom que si elle tient compte des formes politiques rudimentaires nées à divers degrés de civilisation. Chercher pourquoi, dans certaines conditions de lieu, ces formes se sont perpétuées est géographique au premier chef. Il convient de se reporter à la *Völkerkunde* [...] pour y trouver l'expression de ses idées sur ce point. L'humanité y est considérée comme un tout, dans lequel il n'y a pas de lacunes, mais des différences de degrés; de sorte qu'en vertu même de sa conception fondamentale cette *Völkerkunde* paraît le complément nécessaire de la *Politische Geographie* (Vidal de la Blache, 1903 : 230-231).

D'autre part, en postulant, à l'instar de Ratzel, que la subsistance, le travail et le progrès sont la raison d'être de l'association politique, Vidal ne pouvait plus dissocier politique et économie. C'est ce qu'il exprimait en 1903 en terminant son commentaire de la *Politische Geographie* de Ratzel : « En réalité, les faits de géographie humaine se présentent sous un double aspect, politique et économique : et l'aspect politique ne nous paraît pas le principal » (Vidal de la Blache, 1903 : 231). Cette formule lapidaire peut faire croire que Vidal abandonnait alors la géographie politique. En vérité, elle indique la nouvelle tonalité qu'il entendait lui donner, comme le démontrent singulièrement son *Tableau de la géographie de la France* (1903) et sa *France de l'Est* (1917) où les faits politiques sont systématiquement évalués à l'aune de leur raison ou de leur efficacité économique (Juillard, 1967 : 12-13)⁴.

LE RÔLE POLITIQUE DE LA GÉOGRAPHIE

En plus de défendre l'idée que le politique constitue un rouage essentiel de la réalité géographique, Vidal de la Blache prit la liberté d'exprimer son opinion dans certains débats politiques. Vidal, en effet, se prononça, à maintes occasions, en faveur du colonialisme français et des revendications territoriales de la France face à l'Allemagne. À plusieurs reprises, également, il souscrivit au projet de renforcer la place de la France en Europe et dans le monde (Berdoulay, 1995 : *passim*).

Que Vidal fût à la fois géographe et publiciste de la nation française n'avait rien d'étonnant. En cela il était simplement fidèle à son époque, où se multipliaient les exemples d'universitaires qui, par-delà leur enseignement et leur recherche, exprimaient volontiers leur ferveur nationaliste (Livingstone, 1992; Hooson, 1994; Soubeyran, 1997, Berdoulay et van Ginkel, 1996). Si les prises de position publiques de Vidal n'avaient rien de surprenant, il reste qu'elles forment un corpus essentiel pour qui veut comprendre son œuvre. Car elles posent le problème de la détermination réciproque, chez Vidal, de la géographie et de la politique. Il semble en effet pertinent de savoir en quoi la pensée de Vidal fut redevable de son engagement nationaliste et en quoi, à l'inverse, cet engagement subit les conditions de sa géographie qui se voulait avant tout intellectuelle, voire scientifique.

La question du rôle du nationalisme dans l'œuvre vidalienne n'est pas nouvelle, mais le débat à cet égard reste largement ouvert (Robic, 2000b). Pour notre part, nous croyons utile de l'aborder à partir du thème du régionalisme. Ce choix repose sur le fait que Vidal, en plus de défendre une définition objective de la région et de l'État, se prononça en faveur d'une réforme régionale de l'État français. Ainsi, le

régionalisme se situe, dans le corpus vidalien, au point de rencontre de la géographie et du politique. Et cette rencontre se noue justement autour du rôle du politique dans l'organisation des territoires.

CHRONIQUE DU RÉGIONALISME VIDALIEN⁵

Plusieurs auteurs, dont Pinchemel (1975), Berdoulay (1995) et Sanguin (1988 et 1993), ont déjà attiré l'attention sur le militantisme régionaliste de Vidal de la Blache. Dans une étude plus poussée, Ozouf-Marignier et Robic (1995) ont retracé comment l'engagement progressif de Vidal de la Blache en faveur du régionalisme s'accompagna d'une modulation épistémologique. Partant d'une conception naturaliste de la géographie, Vidal aurait dérivé vers une vision économiste plus sensible à la perspective aménagiste. Leur analyse montre également comment, dans la foulée de son engagement régionaliste, Vidal, d'abord professeur et savant, s'éleva finalement au statut d'homme public. Approfondissant cette thèse, Ozouf-Marignier (2000) a défendu l'idée que le *Tableau de la géographie de la France* fut une charnière qui contribua sensiblement à l'avènement de l'économisme dans la pensée vidalienne. Malgré la grande pertinence de ces études antérieures, aucune d'entre elles n'a systématiquement cherché à expliquer pourquoi et à quelles conditions géographie et engagement politique s'influencent mutuellement dans le régionalisme vidalien.

* * *

On recense une dizaine de textes où Vidal critiqua l'organisation territoriale de l'État français et où il appuyait, implicitement ou explicitement, l'idée d'une réforme régionale. La lecture de ces textes permet de distinguer quatre étapes de l'engagement de Vidal en faveur du régionalisme⁶.

PREMIÈRE ÉTAPE : L'APPROBATION DISCRÈTE

Le commentaire de *Pays de France* de Pierre Foncin

La première prise de position régionaliste de Vidal fut très discrète. Elle se glissa, en 1898, à l'occasion d'un court compte rendu du livre de Pierre Foncin, publié la même année : *Les Pays de France. Projet de fédéralisme administratif*. Fervent patriote, Pierre Foncin (1841-1916) était à l'époque l'un des principaux animateurs du renouveau de l'enseignement de la géographie après la défaite de 1870. À cette fin, il avait rédigé une série d'atlas et de manuels pour le primaire et le secondaire. Foncin avait également consacré ses énergies au rayonnement de la France. Ainsi, en plus de soutenir les ambitions coloniales de son pays, il avait participé à la fondation, en 1883, de l'*Alliance française*, organisme voué à la diffusion de la langue française à travers le monde (Foncin, 1891 et 1900). Enfin, Foncin était un ardent défenseur du mouvement régionaliste auquel il proposait, dans son ouvrage *Les pays de France*, une doctrine et un programme⁷. Étant donné la notoriété de Foncin et ses idées, Vidal ne pouvait donc pas ignorer qu'il avait, en commentant ce livre, à prendre position face au mouvement régionaliste. De même, en approuvant le projet de l'auteur, Vidal ne pouvait pas méconnaître qu'il exprimait une opinion politique controversée. Cette approbation, il est vrai, restait somme toute fort prudente puisque limitée au lectorat de la *Bibliographie annuelle des Annales de géographie*, tribune plutôt éloignée des polémiques politiques.

Dans son commentaire, Vidal souscrivit à « l'idée très juste et très élevée » de « dégager la France de l'étreinte de la centralisation ». Il déplorait, à l'instar de Foncin, l'inefficacité de l'organisation territoriale en vigueur en France : « La plupart de nos communes sont des organismes trop petits, des grains de sable; les cantons et les départements sont des divisions plus ou moins factices ». Il en tirait aussi la même conclusion pratique qu'il fallait doter la France de circonscriptions administratives mieux adaptées aux « unités locales naturelles, [...] celles que le peuple connaît sous le nom de pays ». Conscient du caractère socio-économique de ces « unités locales naturelles », Vidal, dans la foulée, précisait que : « Pour apprécier cette proposition, il faut remarquer que le mot de pays ne s'applique pas toujours à une région naturelle, mais désigne parfois un groupement historique et économique » (Vidal de la Blache, 1898b). Par cette précision, Vidal voulait montrer que la légitimité de la position régionaliste reposait sur un argument issu de la discipline géographique. En effet, Vidal en venait à dire que le gouvernement devait modifier l'administration territoriale de la France afin de l'adapter à la simple réalité géographique du pays.

La problématique des régions françaises

Aussi discrète fut-elle, il convient de ne pas sous-estimer la signification de la position pro-régionaliste exprimée par Vidal de la Blache en 1898. Car elle révèle à sa façon l'un des thèmes majeurs qui préoccupa le géographe à partir de la fin des années 1880. En effet, c'est à cette époque que Vidal amorça sa réflexion sur la région. Or, déjà, ses idées en la matière avaient pris deux orientations, l'une conceptuelle, l'autre politique.

D'abord, il voulait doter la géographie d'une définition objective de la région et d'une méthode appropriée pour étudier les régions géographiques. Il exposa ses premières réflexions en la matière dans trois articles : « Des divisions fondamentales du sol français », en 1888, « Récents travaux sur la géographie de la France », en 1892, et « Les pays de France », en 1904. Dans ces trois textes, la France servait d'exemple. Et bien que la problématique s'y prêtât, jamais Vidal n'exprima, en ces circonstances, d'opinion régionaliste. Il se contenta d'explicitier que la géographie ne pouvait pas retenir les divisions administratives pour délimiter et expliquer la réalité régionale. La critique qu'il adressait alors aux divisions administratives se limitait donc à une perspective définitoire et méthodologique; elle visait simplement à montrer la pertinence de ces deux questions : qu'est-ce qu'une région géographique et comment en établir la limite? Il reste cependant que ces trois textes faisaient apparaître, par contraste, que l'organisation politique du territoire français manquait de fondements objectifs.

L'exemple de la Suisse

Parallèlement à ce travail sur la région comme objet de la connaissance géographique, Vidal, à la même époque, développa une sensibilité politique qui le poussait à apprécier davantage les États qui laissaient place à l'expression de la diversité régionale. Cette sensibilité transparut quand il décrivit le « caractère politique de la nationalité suisse »⁸ dans *États et nations de l'Europe autour de la France*, paru en 1889 :

On peut dire de la Suisse qu'avec ses diversités de sol, de culture et d'habitants, ce petit pays est comme un abrégé de l'Europe centrale. Protestants s'y rencontrent avec catholiques, Germains avec Romains, la vie manufacturière des villes avec la vie pastorale des montagnes. Les étrangers s'y rendent en foule, la plupart pour une saison, mais un bon nombre pour s'y fixer. Des villes comme Genève et Zurich ont un caractère cosmopolite bien marqué. Néanmoins le Suisse reste bien fidèle à lui-même, et ne se confond point avec les nationalités voisines. Au lieu d'être Allemand ou Français, il est Suisse. Sa nationalité lui est d'autant plus chère qu'elle ne ressemble à aucune autre. L'originalité des institutions est le lien qui unit ensemble ces races et ces confessions différentes. Par un privilège bien rare de notre Europe, la Suisse a pu développer sa vie nationale sans porter atteinte à la liberté de ses membres. Elle a pu limiter au strict nécessaire le mécanisme du pouvoir central, et laisser ainsi aux organismes locaux toute facilité d'agir et de se mouvoir à leur guise. Cela explique le genre d'attachement qui unit entre eux les citoyens de cette libre communauté. État créé en dehors, ou plutôt au-dessus des considérations de religions et de races, la Suisse mérite pour cela même d'être regardée comme une haute expression de la civilisation européenne (Vidal de la Blache, 1889 : 64-65).

Au travers de cette description de la Suisse, Vidal laissait voir la valeur morale qu'il attribuait, dès la fin des années quatre-vingt, à l'autonomie régionale. En effet, pour Vidal, la Suisse avait atteint un haut niveau de civilisation parce que les cantons qui la constituaient étaient demeurés, malgré la centralisation, des régions dotées d'une identité et d'une cohérence politique propres. Vidal insistait sur le fait que l'unification de la Suisse et l'uniformisation de ses institutions, tout en renforçant l'État central, n'avaient pas érodé le caractère et les prérogatives politiques de chacun des cantons. Au contraire, il reconnaissait que la conservation ou le renforcement des régions participait directement de la construction politique de la nationalité suisse :

De profonds changements se sont accomplis depuis le commencement du siècle. À la veille de la Révolution française il y avait en Suisse deux parties bien distinctes : d'une part les Treize Cantons, jouissant de la plénitude des droits politiques; de l'autre les sujets, qui étaient sur le pied d'une complète infériorité. L'Acte de médiation (19 février 1803) réforma la Suisse dans un sens plus libéral. Dès lors furent supprimées toutes distinctions entre cantons, alliés et sujets; et en 1815, lorsque la Suisse fut constituée dans ses limites actuelles, elle compta 22 cantons. Chacun d'eux forme un petit État avec ses souvenirs historiques, sa constitution propre. Cependant le progrès vers un certain degré de centralisation est indéniable (Vidal de la Blache, 1889 : 65).

DEUXIÈME ÉTAPE : LA LÉGITIMATION SCIENTIFIQUE

Le tableau de la France

Si, en commentant Foncin, Vidal prenait parti en faveur d'une réforme régionale, il ne s'affichait pas pour autant comme un avocat du mouvement régionaliste. Cette discrétion témoignait sûrement de la priorité qu'il accordait à son travail de géographe. On ne peut toutefois pas s'empêcher de penser que Vidal put aussi faire preuve d'élémentaire précaution. Rien de plus vraisemblable, en effet, quand on sait qu'à l'époque, la position régionaliste ne suscitait pas l'opinion majoritaire, de même qu'elle résonnait d'échos favorables en provenance de tendances politiques

fort variées. Ce dernier aspect, surtout, incitait à la circonspection. Bien qu'il eût pu être prestigieux et rentable de fédérer, autour du même idéal, des familles aussi éloignées que les monarchistes et les socialistes, il en résultait, sur le plan doctrinal, un inconfortable éclectisme⁹. La principale divergence procédait d'une division entre le traditionalisme des monarchistes et le modernisme des libéraux et des socialistes. Les premiers adhéraient au régionalisme afin, notamment, de réhabiliter les anciennes provinces, tandis que les seconds voyaient dans ce mouvement l'aboutissement de l'œuvre démocratique de la République (Hauser, 1924; Flory, 1966; Ohnet, 1996 : 93-101).

Vidal n'était sûrement pas sans parti pris dans ce débat interne, mais il demeura sur sa réserve quelques années encore. Il en sortit seulement lorsqu'il eut constitué une démonstration achevée et convaincante sur la nature profonde de « l'être géographique » de la France. Cette démonstration, il la livra dans son célèbre *Tableau de la géographie de la France*, publié en 1903¹⁰. En conclusion de ce livre, Vidal épousait subtilement la thèse du régionalisme d'inspiration républicaine. Il y présentait la réforme régionale comme une dimension intrinsèque de la géographie et de l'histoire de la France. Vidal adopta cette position sans référer à une quelconque philosophie politique ou à un débat partisan. Il se situait au-dessus des querelles doctrinales ou politiciennes, en se réclamant de la seule raison analytique. Aux yeux de la géographie, cette réforme, selon lui, allait de soi; elle découlait d'une vérité inscrite dans le sol français et dans son peuple. Si bien que, d'après Vidal, seul « l'oubli » ou « la complaisance » pouvait encore la contrarier (Vidal de la Blache, 1979 : 383).

Sur un ton feutré, il faisait valoir la nécessité d'une décentralisation en expliquant la nature du centralisme français et sa signification historique. Il expliquait d'abord que la centralisation qui caractérisait la France du XX^e siècle naissant était un héritage du XVIII^e siècle. À cette époque, « une conception politique » aurait « fait la différence » en imposant une centralisation que l'état des régions françaises ne commandait pas (Vidal de la Blache, 1979 : 380). Cette centralisation politique généra un réseau de routes, dit « monarchique », qui modifiait l'équilibre territoriale de la France. Polarisé par Paris, ce réseau ne respectait pas la spécificité géographique des différentes régions et du coup les défavorisait, ou du moins ralentissait leur mise en valeur :

C'est surtout une conception politique qui fait la différence entre le réseau romain et le réseau monarchique de la fin du XVIII^e siècle. Examinons-le en effet : les voies qui se dirigeaient directement du Rhône vers l'Océan, de la Saône vers les Pays-Bas, semblent avoir subi une torsion. Elles se détournent vers Paris, s'y nouent; elles décrivent tout autour une sorte de toile d'araignée. Comme les tentacules d'un polypier, elles s'allongent en tous sens. L'intervalle vide s'accroît avec l'éloignement de la capitale; il devient énorme vers l'Ouest et le Midi [...]. Ce système de routes est, en somme, un type de centralisation. Quels que soient les avantages inhérents à la position de Paris, il n'y a aucune parité entre eux et les conséquences qui en sont sorties. Le Bassin de Londres, avec des avantages en grande partie semblables à ceux du Bassin de Paris, n'a pas été centralisateur au même degré. Un poids jeté dans la balance a troublé, chez nous, l'équilibre des causes géographiques. Des affinités naturelles ont été exagérées. Ce n'est plus la géographie pure, mais l'histoire qui se laisse voir dans cet organisme concentré, replié sur lui-même, jaloux de ramener vers un foyer et d'y retenir la vie épars sur l'étendue de la contrée. Une individualité plus ramassée a succédé à celle qui

s'exprime dans le réseau antérieur. Le système est nationalisé; on y sent une tension qui est le résultat artificiel de la politique et de l'histoire (Vidal de la Blache, 1979 : 380-381).

Selon Vidal, cette centralisation « artificielle » avait été imposée par une contrainte politique externe. La France « de la fin du XVIII^e siècle » avait dû assurer son rang et protéger son territoire face aux puissances avec qui elle se partageait le continent. Cet effort d'affirmation et de résistance, qui avait exigé que l'unité de la France fût incontestable, s'était nécessairement traduit par une forte poussée centralisatrice. Or, selon Vidal, « il en [était] résulté que, parmi les énergies contenues dans le sol natal, une partie s'était oblitérée, pendant que d'autres [avaient] été mises en évidence et que parfois même les conséquences en [avaient] été outrées » (Vidal de la Blache, 1979 : 382). Mais cette centralisation avait beau brider la géographie de la France, elle ne pouvait en changer la nature profonde. C'est pourquoi étaient apparus au XIX^e siècle, au sein même de la France, « des indices de rapports nouveaux, de changements dans la valeur réciproque des contrées » (Vidal de la Blache, 1979 : 381). Le plus frappant de ces indices, notait Vidal, était la tendance du réseau de voies ferrées à s'écarter du « réseau monarchique » de routes (Vidal de la Blache, 1979 : 381). Ces changements signifiaient que, malgré les forces centralisatrices, la géographie régionale de la France reprenait ses droits. Néanmoins, « l'étreinte » demeurerait et des transformations nécessaires ne suivaient pas leur cours. Par exemple, Vidal déplorait que des ports, pourtant fort actifs, fussent encore relativement isolés et que des villes animées d'une récente prospérité fussent tenues à l'écart. Il en concluait que le poids de l'héritage politique, en privilégiant toujours Paris au détriment des régions, faisait planer une grave menace sur l'avenir de la nation :

L'histoire de notre pays nous fait assister à un riche développement de dons variés, mais elle ne nous fournit qu'une traduction incomplète des aptitudes de la France. Nos générations auraient tort de se complaire au spectacle du passé au point d'oublier que dans nos montagnes, nos fleuves, nos mers, dans l'ensemble géographique qui se résume dans le mot France, bien des énergies attendent encore leur tour (Vidal de la Blache, 1979 : 383).

La récupération régionaliste

Dès sa publication, le *Tableau de la géographie de la France* obtint un vif succès qui élargit la renommée de Vidal de la Blache (Sanguin, 1993 : 198-202; Ozouf-Marignier et Robic, 2000). Grâce à une plume à la fois évocatrice et minutieuse, le *Tableau* donnait une description du pays qui, de toute évidence, répondait aux attentes. On appréciait comment le géographe, mieux que quiconque, avait su « faire connaître et aimer la patrie »¹¹. L'opinion, en effet, semblait s'accorder pour dire, comme Jacques Ancel en 1912, que « son *Tableau géographique de la France*¹² [...] a donné des titres rationnels à notre amour du sol natal, a fondé notre admiration sur la science et l'a étayée d'artistiques visions » (Ancel, 1912 : 385).

Objet d'une admiration à la fois scientifique et patriotique, le *Tableau* s'imposa aussitôt comme l'ultime référence en matière de géographie de la France. Et comme l'ouvrage accréditait l'idée d'une réforme régionale, le mouvement régionaliste ne tarda pas à revendiquer le patronage de Vidal¹³. Certes, le but de Vidal, en écrivant ce livre, n'était pas de descendre dans l'arène politique et de soutenir nommément

les régionalistes. Aussi eût-il été maladroit de la part de ces derniers de présenter le professeur de la Sorbonne comme l'un des leurs. Plus habilement, ils se contentèrent de souligner à l'occasion que leur thèse s'accordait aux conclusions du célèbre géographe. Du coup, tout en respectant la réserve politique de Vidal, ils tiraient avantage de la crédibilité scientifique que celui-ci préservait en se gardant à distance du débat partisan. Il en résulta un procédé rhétorique qui permit aux régionalistes de se réclamer d'un auteur dont la rigueur et l'objectivité ne pouvaient pas être mis en doute. Ce procédé apparut régulièrement dans les lignes de *L'Action Régionaliste*, le bulletin de la Fédération régionaliste française fondée en 1900. Par exemple, dans une chronique parue en 1905, Paul Graziani rapporta la critique d'un dénommé Hoog à l'endroit de la thèse régionaliste de J. Paul-Boncour. Le détracteur prétendait que les spécificités de la France allaient continuer à s'estomper et que la décentralisation risquait de compromettre la stabilité du pays. Graziani, évidemment, prit la défense de Boncour. Fait remarquable cependant, il lui fut inutile, pour ce faire, de démontrer la validité logique et empirique de l'argument de ce dernier. Plus simplement, il répliqua qu'il suffisait d'ouvrir le livre de Vidal de la Blache pour s'en convaincre :

Pour M. Hoog, l'élément territorial, région ou province, tend à s'effacer. C'est là l'erreur que M. Hoog sera le premier à reconnaître, lorsqu'il aura approfondi l'étude de M. Foncin sur les Pays de France et le livre si remarquable de M. Vidal de la Blache où l'éminent géographe fait le « Tableau de la France » qui est le bréviaire de tous les bons régionalistes. Les intérêts économiques, ajoute M. Hoog, priment, d'ores et déjà, les intérêts territoriaux. Non, répondons-nous, ils se confondent avec eux et c'est ce dont on se convainc encore en lisant l'ouvrage de M. Vidal de la Blache. Chaque région de la France a ses caractères géographiques, géologiques, climatériques, économiques et ethnologiques particuliers; loin de les combattre, il faut les développer, parce qu'on ne lutte pas impunément contre la nature, et l'œuvre du pouvoir central consiste justement à introduire, dans l'unité nationale, la diversité régionale, à permettre et à faciliter la libre expression de tous les groupements autonomes; qu'y a-t-il là de dangereux pour la stabilité de l'État, et en quoi la théorie de Boncour justifie-t-elle les reproches que lui adresse M. Hoog (Graziani, 1905 : 16)?

En recourant à cet argument d'autorité¹⁴ fondé sur la notoriété acquise par l'auteur du *Tableau de la géographie de la France*, le mouvement régionaliste projetait Vidal à l'avant-scène d'un débat politique où, pourtant, il s'était bien gardé d'intervenir. Car, bien qu'il n'eût encore pas prononcé de discours partisan en faveur du régionalisme, Vidal était devenu une figure majeure de ce discours.

TROISIÈME ÉTAPE : L'EXHORTATION

Quelques années après la publication de son *Tableau*, Vidal décida de sortir de sa réserve pour soutenir plus ouvertement le mouvement régionaliste. Il laissa d'abord entrevoir sa nouvelle attitude en commentant le livre de Lucien Gallois, *Régions naturelles et noms de pays*. Vidal y déclara sa conviction en des mots directs et vigoureux. Alors qu'il s'était limité, dans le *Tableau*, à constater l'anachronisme qu'était devenue « la conception politique » à l'origine de la centralisation française, il préférait désormais dénoncer « le despotisme » qui maintenait la France dans « un excès de centralisation » (Vidal de la Blache, 1909 : 459).

Cette nouvelle tonalité annonçait son fameux article, « Régions françaises », publié l'année suivante dans la *Revue de Paris*. Ce texte débordait volontairement et résolument les horizons scientifiques de l'analyse géographique pour appuyer ouvertement ce qu'on appela plus tard le « régionalisme critique » (Hauser, 1924 : 7)¹⁵. Dans ce manifeste, qui mérite d'être étudié en détail, Vidal plaidait qu'une nouvelle géographie de la France se dessinait sous la récente impulsion de l'industrie. Cette force économique, soutenait Vidal, était le signe même de la vitalité française. Or, déplorait-il, l'organisation territoriale du pays, héritée d'une période révolue, gênait grandement son plein épanouissement. C'est pourquoi il devenait urgent, d'après lui, d'y remédier en procédant à une réforme régionale.

Dès la première ligne de son article, Vidal de la Blache dénonçait, sur un ton désabusé, voire méprisant, l'inertie de la classe politique, mais se réjouissait de la clairvoyance de quelques-uns : « L'éloquence parlementaire abonde en sonorités sans écho; c'est une heureuse et rare surprise d'y entendre des mots qui portent. Tel est celui de "groupements régionaux", prononcé par le Président du Conseil » (Vidal de la Blache, 1910 : 821). Par cette amorce, Vidal témoignait de son intention de prendre part à un débat politique d'actualité.

Vidal ouvrit son plaidoyer en fustigeant « l'insuffisance des divisions administratives actuelles » (Vidal de la Blache, 1910 : 821). Bien qu'il reconnût une certaine valeur aux divisions départementales, il regrettait qu'elles ne fussent pas encadrées par des entités régionales plus vastes qui eussent davantage répondu à la nouvelle réalité géographique du pays. En se montrant plutôt favorable à l'existence des départements, Vidal exprimait son attachement à cette institution républicaine qui, parce qu'inspirée du principe d'égalité, « [avait] mis un terme à des revendications particularistes » (Vidal de la Blache, 1910 : 822). De plus, Vidal reconnaissait que cette institution, à l'origine « création artificielle », était entrée, « par une sorte d'adaptation », dans les habitudes et les mœurs (Vidal de la Blache, 1910 : 821 et 822). C'est pourquoi, selon lui, « la division départementale [n'avait] pas failli à son but » et conservait une certaine utilité (Vidal de la Blache, 1910 : 822).

Toutefois, répliquait Vidal, les départements, aussi pratiques fussent-ils, marquaient le pas devant le rythme soutenu du progrès. L'époque ne ressemblait plus à celle qui, cent ans passés, les avait institués. Le département portait trop l'empreinte d'une France rurale « dont la vie économique était surtout régie par les conditions locales » (Vidal de la Blache, 1910 : 823). Dans cette France ancienne, poursuivait le géographe : « L'industrie existait généralement à l'état disséminé, dans des bourgades ou des petites villes; à peine si dans quelques grandes cités le phénomène de foules ouvrières commençait-il à se dessiner assez pour préoccuper les pouvoirs publics » (Vidal de la Blache, 1910 : 823).

Le XIX^e siècle, cependant, avait recomposé la géographie de la France (Vidal de la Blache, 1910 : 823-825). Les régions, déjouant la centralisation imposée, s'étaient affirmées. Pour Vidal, un grand nombre de phénomènes attestaient du dynamisme actuel des régions françaises : la multiplication des associations régionales vouées à la promotion industrielle, commerciale et agricole; la réorganisation en cours du transport fluvial et ferroviaire dans la grande région de Lyon, en Meurthe-et-Moselle et dans la Loire; l'essor des littératures et des mouvements politiques régionaux. Mais parmi tous, il retenait surtout l'impact de la grande industrie qui élargissait

considérablement l'échelle des phénomènes économiques. La concentration de la production dans des usines mécanisées était corrélative à l'accroissement de la portée du transport et du commerce. Il en résultait, notait-il, la formation de grands centres urbains drainant de vastes hinterlands. Vidal n'ignorait pas que depuis toujours existaient des métropoles rayonnant au loin. Néanmoins, elles restaient alors l'exception, tandis qu'elles étaient maintenant la règle, ce qui témoignait, d'après Vidal, de l'existence d'une « nouvelle forme de civilisation » (Vidal de la Blache, 1910 : 829). De l'avis du géographe, cette « civilisation récente » résultait des immenses progrès de la science qui, par ses nombreuses inventions, avait décuplé les forces du travail humain et « imprimé une mobilité extraordinaire aux courants d'hommes et de choses » (Vidal de la Blache, 1910 : 829-830).

Face à ces transformations, Vidal n'éprouvait aucune nostalgie. Au contraire, il voyait dans « cette tendance au nombre et à l'étendue » la marque d'un « instinct vital » qu'il était malvenu de contrarier (Vidal de la Blache, 1910 : 823). Pour lui, chaque époque avait ses exigences et appelait des changements. Désormais, des conditions matérielles inédites exigeaient une administration du territoire plus adaptée. Convaincu de l'ampleur et de la valeur de la mutation économique de la France au cours du XIX^e siècle, Vidal se faisait insistant pour que l'on s'adaptât à cette évolution. Plus spécifiquement, il réclamait que l'on ajustât la vie politique aux nouvelles conditions spatiales de l'activité économique. Il observait que l'industrie avait bouleversé le rapport des sociétés humaines à l'espace terrestre : « Une conséquence de ces changements a été que les mesures auxquelles nous étions habitués à rapporter les choses se sont modifiées. On s'est rendu compte que toute action pour être efficace doit prendre plus de champ, embrasser plus d'espace, coordonner un plus grand concours d'efforts » (Vidal de la Blache, 1910 : 823). C'est pourquoi il jugeait les « cadres actuels » incompatibles avec « l'allure présente de la civilisation » (Vidal de la Blache, 1910 : 825).

Pour soutenir son point de vue, Vidal évoquait le caractère naturel de l'évolution en cours. Pour lui, celle-ci était l'expression du génie propre de l'humanité, l'être humain se distinguant par son aptitude et sa volonté à améliorer sa condition matérielle en développant sa puissance technique. Ainsi, en encourageant sa propre transformation, la France ne faisait qu'assumer sa part du destin humain. À l'inverse, refuser cette évolution eût été, d'après Vidal, un refus coupable d'assumer la responsabilité de la France dans la marche de l'humanité. À l'heure des choix, Vidal espérait que le pays sût quelle était sa voie. Pour lui, la seule solution honorable était de respecter et de soutenir, avant qu'il ne fût trop tard, la vitalité de la France :

Tout ce qui naît vigoureux et viable doit, pour remplir son objet et réaliser sa puissance, s'en [les cadres naturels] affranchir. Nous assistons, surtout depuis une vingtaine d'années, à assez de créations d'un nouveau genre, pour conclure qu'il y a quelque chose en nous qui est en train de muer, comme aux âges critiques. Mais c'est un avertissement dont il faut tirer une leçon, car on ne prolongera pas impunément le désaccord qui s'accuse (Vidal de la Blache, 1910 : 825).

Vidal ajoutait que les transformations en cours commandaient, en raison de leur spécificité, une réforme de l'organisation politique du territoire national. Depuis ces débuts, l'humanité avait dû s'adapter aux promesses et aux dangers de l'évolution technique. Mais cette fois, insistait Vidal, la nature des changements exigeait une

vigilance singulière. En effet, la nouvelle civilisation était particulièrement « envahissante » et « agressive », voire « brutale » (Vidal de la Blache, 1910 : 831). Cette brutalité, prenant la forme d'une « vassalité économique » (Vidal de la Blache, 1910 : 831), risquait de soumettre les hommes aux conditions de l'économie au lieu de soumettre l'économie aux conditions de la liberté humaine. Or, pour éviter une telle dérive, il fallait, selon Vidal, instituer d'urgence une réforme adéquate de l'organisation territoriale. Cette réforme, précisait Vidal, devait favoriser l'essor industriel, tout en contrôlant ses aspects négatifs. En d'autres mots, il demandait à ses compatriotes de respecter la « nouvelle civilisation » qui, au-delà de sa brutalité, avait le grand mérite de cultiver, comme jamais auparavant, l'effort, le progrès et l'intelligence :

Ce qu'il y a de sain et de vivifiant dans cette forme à tant d'égards brutale de civilisation, c'est le principe d'effort, la sollicitation perpétuelle de progrès. Elle réalise par l'application de la science une incorporation plus intime de l'intelligence à des œuvres réputées jadis matérielles. Elle est sous l'aiguillon de la concurrence. Mais il faut une armure commode et souple au champion qui veut rester en lice (Vidal de la Blache, 1910 : 831).

QUATRIÈME ÉTAPE : LE SCIENTISME MILITANT

La conférence de Paris et le congrès de Roubaix

Si Vidal sortit de sa réserve en 1909 et 1910 en exprimant hardiment ses convictions régionalistes, il ne se rallia pas pour autant, du moins publiquement, à un parti politique servant cette cause; il préféra plutôt soutenir par sa réflexion de géographe un idéal régionaliste¹⁶. Cette position se manifesta clairement en 1911 dans une conférence à l'École des hautes études sociales à Paris où Vidal plaidait avant tout pour qu'un véritable débat scientifique fût ouvert relativement à la question de la réforme régionale :

On s'est demandé en ces derniers temps sur quelle base pourraient être établies les divisions qui seraient éventuellement à substituer à nos cadres administratifs actuels. C'est là, à mon sens, une question capitale, que la marche des faits économiques rendra de plus en plus pressante. Posée déjà devant l'opinion, elle le sera sans doute un jour devant les pouvoirs publics; et il ne serait pas mauvais qu'alors elle eût été préalablement éclairée par des enquêtes ouvertes et de libres études. Il règne en effet une certaine incertitude. Chacun envisage le problème au gré de ses préférences; si les uns y voient un moyen de renouer avec le passé, d'autres, trop simplistes en vérité, pensent le résoudre par un simple remaniement administratif sur la base des départements actuels, qui ne seraient qu'un jeu de marqueterie et d'assemblage. Nous croyons que la réforme ne sera féconde que si elle prend pour base l'observation des réalités vivantes, que si elle se moule sur les phénomènes économiques qui en justifient l'urgence » (Vidal de la Blache, 1913 : 3).

La même année à Roubaix, au congrès national des sociétés françaises de géographie, Vidal prit grand soin de préciser qu'il se contentait de soumettre « une opinion » qui n'a d'autre valeur que d'exprimer « un point de vue géographique » sur une « grave et patriotique question » (Vidal de la Blache, 1912 : 32). Car il reconnaissait par ailleurs que le problème de la réforme régionale relevait avant tout du débat politique auquel son avis de géographe ne pouvait se substituer :

J'ai exprimé sur ce point [...] une opinion aussi fondée qu'il m'a été possible; mais je me rends compte que dans cette question de solution pratique et actuelle, il y aurait avantage à provoquer un échange de vues entre des hommes compétents, entre des hommes qui ont l'habitude des discussions politiques, mieux formés sans doute et mieux préparés que moi-même à l'examen des difficultés pratiques qui peuvent se produire (Vidal de la Blache, 1912 : 32-33).

Le géographe toutefois était bien placé, selon Vidal, pour offrir un concours précieux au débat. Sa discipline permettait en effet de constater que la France était engagée, depuis plusieurs décennies, dans une « révolution profonde, générale » et que « par ces faits nouveaux, les rapports entre les diverses parties de la France [avaient] été changés, comme les rapports entre la France et les autres contrées du monde » (Vidal de la Blache, 1912 : 32). Il en était résulté que l'organisation territoriale de la France, en demeurant fixée sur une réalité révolue, était devenue « un anachronisme économique » (Vidal de la Blache, 1912 : 32). Le problème concernait autant le réseau de voies de transport, trop centré sur Paris, que les divisions administratives, qui brimaient l'essor des villes. Si elle ne pouvait formuler l'ultime solution à ces problèmes, la géographie, selon Vidal, pouvait néanmoins y apporter une utile contribution. Citant le cas spécifique de l'évolution nécessaire du « système des voies de communication », Vidal écrivait :

Certes, dans ces questions-là, l'ingénieur, le technicien doivent dire le mot décisif. Mais ne faut-il pas que les études techniques soient précédées par de sérieuses enquêtes économiques, géographiques, c'est-à-dire par des études essentiellement régionales? Il faut, en effet, distinguer entre les diverses propositions; il faut faire la part du vrai et du faux, de l'esprit de clocher, des intérêts locaux qui peuvent intervenir en dénaturant les meilleures intentions et en faussant les plus beaux programmes. Par conséquent, n'y a-t-il pas une œuvre féconde et utile qui revient en partie et en droit aux géographes? (Vidal de la Blache, 1912 : 33-34).

Le géographe était également appelé à se pencher sur un « autre problème », celui du « rôle que les villes, ou plutôt certaines villes, devaient jouer dans l'organisation régionale » (Vidal de la Blache, 1912 : 34). Sous le coup de l'industrialisation, un bon nombre de villes françaises étaient devenues le foyer d'une intense activité économique. Elles s'étaient élevées au rang de « capitales régionales » qui non seulement dynamisaient leur arrière-pays mais qui, plus encore, assuraient la prospérité nouvelle de toute la nation française. Dans ces conditions, la réforme régionaliste ne pouvait pas être considérée comme une simple concession aux revendications locales. Elle devait plutôt tabler sur ce « qu'il y avait de force légitime et de patriotisme dans l'esprit régional » (Vidal de la Blache, 1912 : 36). À la vérité, soutenait Vidal, il n'y avait pas de tâche plus urgente pour la France que de susciter, par une telle réforme – et notamment par la création d'« assemblées régionales » –, « plus d'activités et d'initiatives pour faire jaillir du sol de nouvelles sources de vie » (Vidal de la Blache, 1912 : 42 et 35).

Le débat à l'Académie

La déclaration de guerre, en 1914, assoupit momentanément les discussions autour du régionalisme. En ces jours dramatiques, les heurs et malheurs de l'armée et de la diplomatie comptaient davantage que la réforme administrative du territoire. Bientôt, cependant, la politique intérieure reprit ses droits. La thèse régionaliste, qui

gardait des défenseurs, refit du coup surface (Hauser, 1924), notamment par la voix du député Jean Hennessy qui déposa à la Chambre des députés le 29 avril 1915 une proposition de loi « tendant à la décentralisation administrative et à la représentation des intérêts économiques par la suppression des départements, la constitution de régions et l'élection d'assemblées régionales »¹⁷. Cette proposition, qui divisait la France en 17 régions, s'inspirait largement de l'article de Vidal de la Blache de 1910, « Les régions françaises » (figure 1).

Le débat eut des échos à l'Académie des sciences morales et politiques dont Vidal était membre depuis 1906. À la séance du 11 novembre 1916, l'Académie entendit une lecture de Jean Imbart de la Tour intitulée « La réforme administrative après la guerre ». L'exposé et la discussion qui s'ensuivit exprimèrent de sérieuses réserves

Figure 1 La réforme régionale selon Vidal de la Blache, 1910



Source : Vidal de La Blache, 1910.

à l'égard des idées régionalistes. Les académiciens reconnaissaient pour la plupart la nécessité de décentraliser l'administration territoriale française afin de mieux l'adapter aux nouvelles conditions de l'économie, notamment en étendant les pouvoirs « de certaines grandes villes éloignées de Paris, telles que Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, peut-être Nantes et Nancy » (Colson, 1917 : 12). On admettait, en général, que la thèse régionaliste identifiait un problème réel; on déplorait en revanche qu'elle proposât une solution inappropriée, voire dangereuse quand elle s'aventurait à soutenir le parlementarisme régional (d'Eichthal, 1917 : 19).

Vidal de la Blache, qui avait manqué la première et principale partie du débat, prit la parole lors de la séance du 19 mai 1917. Malgré ses convictions régionalistes, il renonça à la contradiction, préférant conforter l'opinion générale qui se dessinait à propos de la question spécifique des arrondissements. Vidal plaida, comme la plupart, pour le maintien de cette instance. En se limitant à ce seul point, qui en plus de ne pas être véritablement contesté restait marginal par rapport à la question principale, Vidal fit visiblement preuve de retenue. Tout au plus se contenta-t-il de conclure que l'argument en faveur des arrondissements valait aussi pour les régions. La France moderne bénéficiait tant du dynamisme économique de ses régions qu'il était raisonnable, selon lui, de mieux les doter politiquement. S'il s'étonnait que cette idée ne fût pas encore acceptée, il se rassurait en pensant que l'évidence devrait pouvoir un jour dissiper les doutes :

Les raisons qui militent en faveur de l'organisation de l'arrondissement sont les mêmes qui conseillent une organisation de la région : il s'agit de grouper ici les intérêts communaux, là les intérêts régionaux dans une collaboration plus effective. Je suis porté à penser que le département constitue un cadre insuffisant en présence des graves problèmes qui se posent dès à présent pour raviver la vitalité de la France. On a objecté que la création de régions pourvues d'une assez large autonomie risquerait de porter atteinte à l'unité morale de la France. L'objection serait grave, mais il ne semble pas qu'elle soit fondée. On oublie que les intérêts économiques préoccupent de plus en plus les esprits et que les questions de cette nature, surtout quand on peut en voir directement les effets, sont assez vastes et assez complexes pour donner satisfaction à l'activité et à l'ambition des assemblées régionales. Leur étude sera le meilleur préservatif contre les abus de la politique (Vidal de la Blache, 1917b : 42-43).

La rénovation de la vie régionale

La retenue de Vidal à l'Académie ne témoignait pas d'une attitude générale car simultanément il publia un autre article résolument régionaliste : « La rénovation de la vie régionale » (Vidal de la Blache, 1917c). Les idées qu'il y défendait reprenaient celles qu'il avait déjà exposées en 1909, 1910 et 1912. Par sa tonalité modérée, ce texte se rapprochait plus particulièrement de la conférence de Roubaix, en ce sens que Vidal s'y interdisait d'attaquer la classe politique qui, en majorité, n'épousait pas la thèse régionaliste. Il se contentait d'ironiser sur un parisianisme aussi pédant qu'aveugle. Il en appelait simplement au bon sens qui ne pouvait nier que « malgré la centralisation administrative, jamais la vie régionale n'[avait] été extirpée de notre sol » (Vidal de la Blache, 1917c : 103). Pour le reste, il demeurerait confiant : la réforme régionaliste, grâce à une meilleure connaissance de l'histoire et de la géographie de la France, saurait trouver sa juste place dans l'opinion publique.

La vie régionale en France, notait Vidal, était l'héritage de cultures locales ancestrales (langues, traditions, vie savante, etc.). Le géographe reconnaissait que cet héritage alimentait un régionalisme où « le passé tenait la principale place, un peu au détriment du présent »; plus encore que « ce passé n'était pas toujours le vrai, mais une image entrevue à travers le mirage des sentiments personnels ou de rêves plus ou moins romantiques » (Vidal de la Blache, 1917c : 103). Ce régionalisme passésiste, soutenait Vidal, faisait obstacle aux forces du progrès qui avaient récemment donné l'impulsion, dans les diverses régions de la France, au commerce et à l'industrie. La véritable légitimation du régionalisme résidait donc, selon lui, dans le soutien qu'il fallait apporter à cette nouvelle économie qui prenait corps en région grâce au leadership de certaines villes. Vidal se réjouissait que la vie régionale fût de plus en plus sensible à ces « besoins actuels ». Un peu partout en France, des associations et des coopérations se formaient pour promouvoir le commerce, l'industrie, le crédit, le transport, et la science. Il en résultait de « véritables actions régionales » dont il fallait se féliciter (Vidal de la Blache, 1917c : 105). Ce dynamisme devait, d'après Vidal, être encouragé puisque, dans ce contexte, « les intérêts régionaux se confond[ai]ent avec ceux de la nation » (Vidal de la Blache, 1917c : 106). Pour ce faire, il importait de revoir l'ensemble de l'organisation territoriale du pays. Il déplorait en effet « l'inaptitude de l'État à la souplesse de combinaison qu'exige[ai]ent les mœurs économiques de notre époque, son impuissance à soutenir le poids accablant de trop d'entreprises diverses » (Vidal de la Blache, 1917c : 106-107). Ce disant, Vidal ne niait pas le rôle essentiel que l'État central avait tenu et qu'il devait continuer à tenir, notamment dans la formation d'une classe d'élite d'ingénieurs qui, dans des secteurs névralgiques comme les transports et l'énergie, avait largement contribué à l'essor des régions. Sans compter les très grands services que l'université républicaine avait rendu, depuis la loi de 1896, à la « cause régionale » (Vidal de la Blache, 1917c : 107). Malgré cet apport essentiel de l'État central, il restait cependant, clamait Vidal, à fournir aux régions des outils administratifs et politiques plus adéquats car sinon la France tout entière ne saurait maintenir son rang dans le monde moderne :

Ce que la France d'autrefois, riche de ses dons, vivant sur elle-même, non talonnée encore par la concurrence, pouvait regarder comme une superfluité, devient aujourd'hui une nécessité. Nous étions un pays riche qui ne se souciait pas de se donner de la peine pour entreprendre de nouvelles tâches. L'obligation de soumettre à un contrôle plus intense les énergies que renferme le sol, s'impose aujourd'hui sous peine de ruine. Il n'y aura pas de place, dans la France de demain, pour l'oisif; je crains même qu'il n'en ait guère pour le dilettante. La loi du travail est celle qui s'est imposée impérieusement à la France après les épreuves qu'elle a traversées, et c'est l'honneur de la France que cet appel a toujours compris et suivi » (Vidal de la Blache, 1917c : 108).

LE DÉSIR PATRIOTIQUE DE LA SCIENCE GÉOGRAPHIQUE

LA GÉOGRAPHIE AU SERVICE DE LA PATRIE

La description du régionalisme vidalien que nous venons d'établir permet, selon nous, de mieux comprendre le point de vue de Vidal sur la nature des rapports que la géographie devrait entretenir avec l'action politique. En effet, le mouvement

régionaliste méritait, d'après lui, d'être appuyé puisqu'il s'accordait aux conclusions de la géographie sur « la personnalité » de la France (Vidal de la Blache, 1979). En soutenant le mouvement régionaliste français, Vidal entendait faire ainsi profiter la France de la science géographique. D'où sa satisfaction à l'idée que la solution apportée au grave problème de l'organisation régionale de la France fût attentive à la contribution des géographes.

Que la géographie vidalienne soit marquée de la profonde empreinte du patriotisme français ne surprend guère. Il faut dire que l'époque, au lendemain de la défaite française face à l'armée prussienne, s'y prêtait parfaitement. Contrariée par cette épreuve, la fierté nationale était à la fois vive et inquiète quand Vidal entreprit sa carrière. L'élite retint notamment de cet échec que la population française n'était pas assez pénétrée du sens de la patrie et que la résistance, face à l'ennemi, en avait souffert (Meynier, 1969 : 7-9). On espérait qu'un renforcement de l'enseignement de la géographie remédiât à cette situation (Levasseur, 1872; Drapeyron, 1877, 1880 et 1886). Vidal, historien converti à la géographie en 1872, était conscient de cette mission et ne la renia jamais. En fait, il déclara régulièrement sa conviction patriotique. Plus encore, on sait, depuis les explications de Guimar (1983, 1986), que Vidal sut offrir à la ferveur nationale le *Tableau de la géographie de la France* qu'elle désirait. L'accueil réservé à ce livre et l'enthousiasme qu'il suscita résonnaient de trop d'échos patriotiques pour que Vidal ignorât que sa géographie servait aussi un certain amour de la France (Canu, 1931; George, 1994).

LA FORTUNE COMMUNE DE LA FRANCE ET DE LA GÉOGRAPHIE

Si sa géographie recevait les faveurs des patriotes, Vidal, toutefois, ne la conçut pas essentiellement à cette fin. Certes, il ne semble pas avoir dédaigné qu'on fit un tel usage de son œuvre. Son but premier restait toutefois de constituer la géographie en discipline scientifique cohérente et rigoureuse. Cette intention, Vidal la répéta souvent et lui réserva une partie substantielle de ses recherches. Vidal, plus particulièrement, se faisait un devoir de définir l'objet et la méthode de la géographie (Berdoulay, 1995; Claval, 1998). Ce faisant, il s'inscrivait directement dans une perspective disciplinaire qui débordait évidemment les frontières nationales. Aussi, fut-il un observateur attentif des travaux géographiques en provenance de l'étranger, de l'Allemagne notamment (Berdoulay, 1995 : 37 et suiv.; Claval, 1998 : 90-96; Marconis, 1996 : 64; Robic, 2000b). Cela dit, il n'est pas interdit d'interpréter son inspiration allemande comme le signe d'une ambition patriotique de rivaliser avec le vainqueur de 1870. Quoi qu'il en soit de cette émulation nationaliste, il semble néanmoins raisonnable de discerner dans cette communion d'esprit – car il faut bien l'appeler ainsi – un autre indice de la volonté de Vidal de participer, au sein d'une communauté intellectuelle internationale, à l'édification de la science géographique.

En soutenant le mouvement régionaliste, Vidal ne suggérait donc pas que la géographie fût soumise aux conditions du patriotisme français. Aussi utile qu'elle fût pour le régionalisme, il refusait d'asservir la discipline aux seuls impératifs de la communication d'une idée patriotique de la France. L'examen du régionalisme vidalien appuie cette interprétation. Il met en évidence que Vidal chercha à concilier son intention scientifique avec l'idéal patriotique. En effet, la science géographique, aux yeux de Vidal, partageait la même valeur patriotique et le même destin politique que les régions françaises.

Pour mettre en évidence comment Vidal a construit un argument patriotique et politique en faveur de la science géographique, il suffit de récapituler son argument régionaliste. D'abord, il apparaît que la région pour laquelle Vidal milite est un objet politique puisque c'est la conscience patriotique qui la conçoit et la puissance de l'État qui doit l'instituer. Bien que constituée politiquement, la région ne peut pas être factice; elle ne peut pas être un pur produit de l'arbitraire administratif ou politicien. Aussi, la conscience patriotique et l'État, en concevant la région et en l'instituant, doivent-ils s'inspirer de la géographie de la France. Or, selon Vidal, cette géographie est une mosaïque d'« organismes locaux » qui s'affirment de plus en plus grâce au progrès de l'industrie. Mais pour accéder à l'intellection de cette géographie régionale, il faut en avoir une juste connaissance. La conscience politique qui conçoit les régions françaises et qui guide la décision de l'État a donc besoin d'une science de la région, à savoir la géographie. C'est pourquoi la science géographique, selon Vidal, doit faire l'objet, comme la région, d'un culte patriotique; c'est pourquoi elle est aussi, comme la région, une nécessité historique que l'État doit instituer¹⁸.

Cette reconstitution permet de saisir comment Vidal de la Blache tenta de servir la science en suscitant en France le désir patriotique de la vérité géographique. Donc, à travers l'œuvre vidalienne, le patriotisme français formula et transmit le désir politique d'une science géographique.

On jette peut-être ainsi un autre éclairage sur le fait que Vidal ne sut pas vraiment subsumer la réalité géographique française sous une théorie géographique générale. Alors que Ratzel avait su construire une géographie politique théorique, Vidal ne put mieux analyser l'instance politique qu'à travers le cas de la France (Claval, 1998; Robic, 2000b). Cette situation tient certainement en partie à la méfiance épistémologique de Vidal à l'endroit de la généralisation (Berdoulay, 1988 et 1995). Serait-ce aussi que l'impératif patriotique lui commandait de substituer la géographie de la France à toute théorisation géographique du fait politique? La question mérite d'être posée.

NOTES

- 1 À propos de la mésinterprétation de la géographie politique vidalienne, voir Sanguin (1988), Lacoste (1994), Marconis (1996 : 66-68) et Claval (1998 : 96-98).
- 2 Comme dans cette phrase : « La géographie humaine ou politique doit être conçue comme faisant partie d'un ensemble » (Vidal de la Blache, 1898a : 104).
- 3 En 1903, Vidal appréciait grandement que Ratzel eût « reconstitué la géographie humaine sur la base de la méthode biologique » (Vidal de la Blache, 1903 : 230).
- 4 Notre argument sur l'évolution de la géographie politique vidalienne suit donc en partie la thèse de Marie-Claire Robic (1993 : 140-144; 2000a : 185-186). Comme Robic, nous reconnaissons en effet que la géographie de Vidal, dans la foulée des propositions ratzéliennes, s'est – pour employer son expression – « naturalisée ». Il nous apparaît toutefois inapproprié d'associer, comme elle le fait, ce processus à une « dépolitisation » – une autre de ses expressions. À nos yeux, cette « naturalisation » dénote plutôt un approfondissement théorique de la géographie politique de Vidal de la Blache, en même temps qu'elle commande, comme nous allons le constater, une transformation sensible de sa conception de la région et du régionalisme.
- 5 Cette section reprend et développe largement le propos d'une note parue en 1998 dans la *Revue française de géoéconomie*.

- 6 Nous privilégions dans cet article une analyse du texte vidalien dans sa structure logique (Mercier, 1995 : 214). Il serait évidemment intéressant de la compléter par une étude stylistique et contextuelle. Sur cette question que nous n'abordons pas vraiment, le lecteur trouvera de très utiles indications dans Berdoulay (1981, 1988, 1993 et 1995), Claval (1993 et 1998) et Robic (1991 et 2000b). Cf. aussi Mercier (2000).
- 7 Sur l'action de Foncin en faveur de la géographie et son engagement dans le mouvement régionaliste, voir Ozouf-Marignier (2001).
- 8 Titre d'un sous-chapitre dans Vidal de la Blache (1889 : 64).
- 9 Cf. Paul-Boncour et Maurras (1905).
- 10 Le *Tableau de la géographie de la France*, considéré par plusieurs comme le chef-d'œuvre de Vidal, a été largement commenté. Voir notamment Canu (1931), Claval (1979, 1994 et 1998), Guiomar (1983 et 1986), George (1994) et Robic (1994 et 2000b).
- 11 Ces mots, rapportés par Sanguin (1993 : 201), furent prononcés par Gabriel Monod lorsqu'il remit à Vidal, en 1906, le Prix Auddifred de l'Académie des Sciences morales et politiques. Selon Sanguin, le succès du *Tableau* valut à Vidal son élection, en 1906, à cette même académie. Sur la signification politique de l'accueil réservé au *Tableau*, voir notamment Benda (1918).
- 12 Autre titre du *Tableau de la géographie de la France*. Sur les différents titres du *Tableau*, voir Sanguin (1993 : 201-202).
- 13 À ce propos, Marie-Vic Ozouf-Marignier (2000 : 166-167) écrit : « En 1903, Vidal de la Blache, à la différence de son collègue et contemporain Pierre Foncin, ne s'est pas encore engagé dans le mouvement décentralisateur. Pourtant, les lecteurs du *Tableau* y trouvent matière à alimenter les revendications décentralisatrices. C'est le cas de Bertrand Auerbach, lui-même géographe, successeur de Vidal à Nancy, qui dans un compte rendu de teneur scientifique remarque pourtant que "l'on trouve ici en substance tous les arguments d'un programme de décentralisation, d'un remaniement des cadres politiques, d'un plus judicieux emploi des forces vives du pays" » (cette citation d'Auerbach est extraite de la *Revue générale des sciences*, 1903, 14 : 899).
- 14 Charles-Brun, célèbre promoteur de la réforme régionaliste, utilisera souvent cet argument d'autorité. Par exemple en 1909 dans un article intitulé « Pourquoi nous sommes régionalistes », il prit à témoin « le travail des géographes modernes et notamment de l'École de M. Vidal de la Blache » pour légitimer sa critique régionaliste (Charles-Brun, 1909 : 2).
- 15 Marie-Vic Ozouf-Marignier (2000 : 166) affirme, sans plus de détails, que cet écrit de Vidal « répond à une commande d'expertise politique sur le sujet ». Elle précise plus loin (p. 175), sans toutefois indiquer de référence exacte à ce sujet, que ce texte est en lien avec une demande du président du Conseil Aristide Briand – que Vidal, il est vrai, cite en introduction – « en vue de la création de groupements régionaux dotés d'assemblées représentatives ».
- 16 Ce qui ne l'empêche pas par ailleurs de prendre part à des événements publics auxquels sont associés des politiciens, promoteurs d'une réforme régionaliste. C'est notamment le cas à Roubaix, le 31 juillet 1911, lors de la séance du congrès national des sociétés de géographie sur les circonscriptions administratives. À cette occasion, une conférence de Vidal sur ce sujet reçut un commentaire favorable de Louis Marin, député de Meurthe-et-Moselle et président de la Fédération régionaliste française (Vidal de la Blache, 1912 : 36 et suiv.). Signalons également que cette séance se termina par l'adoption du vœu favorable au régionalisme : « 1^{er} Que le Gouvernement, pour faire la réforme administrative, consulte les sociétés de géographie; 2^e Que la constitution et le développement des grandes régions françaises soient favorisés par les pouvoirs publics; 3^e Que les chefs-lieux des régions administratives générales ou spéciales soient placés dans les capitales des régions spontanées ».

- 17 Cette proposition de loi est reproduite *in extenso* dans Hennessy (1916). Voir aussi Flory (1966 : 115-116).
- 18 Autrement dit, si la géographie de Vidal porte l’empreinte d’un mythe patriotique – elle s’y nourrit et l’alimente à la fois –, elle se ménage, grâce à un argument scientifique, un quant-à-soi scientifique.

BIBLIOGRAPHIE

- ANCEL, Jacques (1912) Un géographe de la vie. Vidal de la Blache. *La Vie*, 13 : 385-388.
- BENDA, Julien (1918) En relisant un maître. *Le Figaro*, 17 avril, p. 1.
- BERDOULAY, Vincent (1981) The Contextual Approach. Dans D. R. Stoddart (dir.) *Geography, Ideology and Social Concern*, Oxford, Basil Blackwell, pp. 8-16.
- (1988) *Des mots et des choses. La dynamique du discours géographique*. Paris, Éditions du CNRS.
- (1993) La géographie vidalienne : entre texte et contexte. Dans Paul Claval (dir.) *Autour de Vidal de la Blache. La formation de l'école française de géographie*, Paris, CNRS Éditions, pp. 19-26.
- (1995) *La formation de l'école française de géographie (1870-1914)*. Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques (1^{re} édition : 1981).
- BERDOULAY, Vincent et VAN GINKEL, Hans, dir. (1996) *Geography and Professional Practice*, Nederlandse Geografische Studies, n° 206, Utrecht, Faculteit Ruimtelijke Wetenschappen Universiteit Utrecht.
- CANU, Jean (1931) Les Tableaux de la France. Premiers essais, Michelet, Reclus, Vidal, Brunhes. *Publications of the Modern Language Association of America*, 46 (2) : 554-604.
- CHARLES-BRUN (1909) Pourquoi nous sommes régionalistes. *L'Action régionaliste*, 8 (1 et 2) : 1-4.
- CLAVAL, Paul (1979) Préface. Dans Paul Vidal de la Blache, *Tableau de la géographie de la France*, Paris, Librairie Jules Tallandier, pp. I-XXII.
- (1993) Présentation. Dans Paul Claval (dir.) *Autour de Vidal de la Blache. La formation de l'école française de géographie*, Paris, CNRS Éditions, pp. 5-10.
- (1994) From Michelet to Braudel: Personality, Identity and Organization of France. Dans David Hooson (dir.) *Geography and National Identity*, Oxford, Blackwell, pp. 38-57.
- (1998) *Histoire de la géographie française de 1870 à nos jours*. Paris, Nathan.
- COLSON (1917) Commentaire de « La réforme administrative après la guerre » de Jean Imbart de la Tour. *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 77^e année, nouvelle série, 88 : 12-17.
- DRAPEYRON, Ludovic (1877) De la transformation de la méthode des sciences politiques par les études géographiques et de l'application des réformes du Congrès géographique de Paris. *Revue de géographie*, 1 : 11-43.
- (1880) Plan de réforme de l'enseignement géographique en France. *Revue de géographie*, 6 : 1-8.
- (1886) L'histoire a-t-elle effacé la géographie? *Revue de Géographie*, 19 : 303-308.

- D'EICHTAL (1917) Commentaire de « La réforme administrative après la guerre » de Jean Imbart de la Tour. *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 77^e année, nouvelle série, 88 : 19-24.
- FONCIN, Pierre (1891) La France extérieure. *Annales de Géographie*, 1 (1) : 1-8.
- (1898) *Les pays de France. Projet de fédéralisme administratif*. Paris, Armand Colin.
- (1900) *Régions et pays*. Toulouse, Bibliothèque de propagande régionaliste, Société provinciale d'édition CIRCA.
- FLORY, Thiébaud (1966) *Le mouvement régionaliste français. Sources et développements*. Paris, PUF.
- GALLOIS, Lucien (1908) *Régions naturelles et noms de pays. Étude sur la région parisienne*. Paris, Armand Colin.
- GEORGE, Pierre (1994) Préface. Dans Paul Vidal de la Blache, *Tableau de la géographie de la France*, Paris, La Table Ronde, pp. 7-14.
- GRAZIANI, Paul (1905) Le sillon et la décentralisation. *L'Action régionaliste*, 5 (3) : 15-21.
- GUIOMAR, Jean-Yves (1983) Le désir d'un tableau. *Le Débat*, 24 : 90-106.
- (1986) Le tableau géographique de la France de Vidal de la Blache. Dans Pierre Nora (dir.) *Les lieux de la mémoire*, tome 1, Paris, Seuil, pp. 569-597.
- HAUSER, Henri (1924) *Le problème du régionalisme. L'organisation gouvernementale française pendant la guerre*. Paris, PUF.
- HENNESSY, Jean (1916) *Régions de France (1911-1916)*. Paris et Zurich, Georges Crès.
- HOOSON, David (dir.) (1994) *Geography and National Identity*. Oxford, Blackwell.
- IMBART DE LA TOUR, Jean (1917) La réforme administrative après la guerre. Organisation des cadres territoriaux et de l'action locale. *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 77^e année, nouvelle série, 87 : 202-219.
- JUILLARD, Étienne (1967) Histoire de la notion de région dans la géographie française. Dans *Région et régionalisation dans la géographie française et dans d'autres sciences sociales*, Paris, Dalloz, pp. 9-20.
- LACOSTE, Yves (1994) Présentation. Dans Paul Vidal de la Blache, *La France de l'Est (Lorraine-Alsace)*, Paris, Éditions de la Découverte, pp. V-XXXVIII.
- LEVASSEUR, Émile (1872) *L'étude et l'enseignement de la géographie*. Paris, Delagrave.
- LIVINGSTONE, Davis N. (1992) *The Geographical Tradition. Episodes in the History of a Contested Enterprise*. Oxford, Blackwell.
- MARCONIS, Robert (1996) *Introduction à la géographie*. Paris, Armand Colin.
- MERCIER, Guy (1990) Le concept de propriété dans la géographie politique de Friedrich Ratzel (1844-1904). *Annales de Géographie*, 99 (555) : 595-615.
- (1995) La région et l'État selon Friedrich Ratzel et Paul Vidal de la Blache. *Annales de Géographie*, 104 (583) : 211-235.
- (1998a) Pour une relecture du *Marco Polo* de Paul Vidal de la Blache. *Finisterra*, 33 (65) : 65-73.
- (1998b) Paul Vidal de la Blache ou la légitimation patriotique de la région et de la géographie. *Revue française de géoéconomie*, 5 : 137-146.
- (2000) L'Orient de Marco Polo et la géographie de Paul Vidal de la Blache. *Géographie et cultures*, 33 : 19-42.

- MEYNIER, André (1969) *Histoire de la pensée géographique en France*. Paris, PUF.
- OHNET, Jean-Marc (1996) *Histoire de la décentralisation française*. Paris, Librairie Générale Française.
- OZOUF-MARIGNIER, Marie-Vic (2000) Le *Tableau* et la division régionale : de la tradition à la modernité. Dans Marie-Claire Robic (dir.) *Le Tableau de la géographie de la France de Paul Vidal de la Blache. Dans le labyrinthe des formes*. Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, pp. 151-181.
- (2001) Engagement politique et essor de la géographie : Pierre Foncin, de Bordeaux à Douai. Dans Guy Baudelle, Marie-Vic Ozouf-Marignier et Marie-Claire Robic (dir.) *Géographes en pratiques (1870-1945). Le terrain, le livre, la cité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 105-116.
- OZOUF-MARIGNIER, Marie-Vic et ROBIC, Marie-Claire (1995) La France au seuil des temps nouveaux. Paul Vidal de la Blache et la régionalisation. *L'Information Géographique*, 59 : 46-56.
- (2000) Un *Tableau* à vif... La réception du *Tableau de la géographie de la France* de Paul Vidal de la Blache (1903-1997). Dans Marie-Claire Robic (dir.) *Le Tableau de la géographie de la France de Paul Vidal de la Blache. Dans le labyrinthe des formes*. Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, pp. 252-270.
- PAUL-BONCOUR, J. et MAURRAS, Charles (dir.) (1905) *Un débat nouveau sur la République et la décentralisation*. Toulouse, Société provinciale d'édition.
- PINCHEMEL, Philippe (1975) Paul Vidal de la Blache. *Bulletin de la Section de Géographie, Secrétariat aux Universités, Comité des travaux historiques et scientifiques*, Paris, Bibliothèque Nationale, pp. 9-23.
- RATZEL, Friedrich (1894) *Völkerkunde*. 3 tomes, Leipzig et Vienne, Bibliographisches Institut (1^{re} édition : 1887).
- (1897) *Politische Geographie*. Munich et Leipzig, Verlag von R. Oldenburg.
- (1988) *Géographie politique*. Genève, Éditions régionales européennes (1^{re} édition : 1897).
- ROBIC, Marie-Claire (1991) La stratégie épistémologique du mixte : le dossier vidalien. *EspaceTemps*, 47-48 : 53-66.
- (1993) L'invention de la « géographie humaine » au tournant des années 1900 : les Vidaliens et l'écologie. Dans Paul Claval (dir.) *Autour de Vidal de la Blache. La formation de l'école française de géographie*, Paris, CNRS Éditions, pp. 137-144.
- (1994) National Identity in Vidal's *Tableau de la géographie de la France*: From Political Geography to Human Geography. Dans David Hooson (dir.) *Geography and National Identity*, Oxford, Blackwell, pp. 58-70.
- (2000a) Territorialiser la nation. Le *Tableau* entre géographie historique, géographie politique, géographie humaine. Dans Marie-Claire Robic (dir.) *Le Tableau de la géographie de la France de Paul Vidal de la Blache. Dans le labyrinthe des formes*. Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, pp. 183-225.
- ROBIC, Marie-Claire, dir. (2000b) *Le Tableau de la géographie de la France de Paul Vidal de la Blache. Dans le labyrinthe des formes*. Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques.
- SANGUIN, André-Louis (1988) Vidal de la Blache et la géographie politique. *Bulletin de l'Association des géographes français*, 65 (4) : 321-331.
- (1993) *Vidal de la Blache. Un génie de la géographie*. Paris, Belin.

- SOUBEYRAN, Olivier (1997) *Imaginaire, science et discipline*. Paris et Montréal, L'Harmattan.
- VIDAL-LABLACHE, Paul (1873) *La péninsule européenne, l'océan et la Méditerranée*. Leçon d'ouverture du cours d'histoire et de géographie à la faculté de lettres de Nancy. Paris et Nancy, Berger-Levrault.
- (1880) *Marco Polo. Son temps et ses voyages*. Paris, Hachette.
- (1883) *La Terre. Géographie physique et économique. Histoire sommaire des découvertes*. Paris, Delagrave.
- VIDAL DE LA BLACHE, Paul (1888) Les divisions fondamentales du sol français. *Bulletin littéraire*, 2 (1) : 17 et 2 (2) : 49-57. Repris dans Sanguin (1993 : 143-160).
- (1889) *États et nations de l'Europe autour de la France*. Paris, Delagrave.
- (1892) Récents travaux sur la géographie de la France. *Annales de géographie*, 1 (1) : 32-52.
- (1898a) La géographie politique. À propos des écrits de Frédéric Ratzel. *Annales de géographie*, 7 (32) : 97-111.
- (1898b) Compte-rendu du livre de Pierre Foncin : *Projet de fédéralisme administratif*. *Annales de géographie*, 7 (32) : 76.
- (1902) Itinéraires de l'ancienne France (discours prononcé lors de la séance de clôture du 40^e Congrès des sociétés savantes). *Bulletin de géographie historique et descriptive*, 1902, pp. 115-131.
- (1903) La géographie humaine : ses rapports avec la géographie de la vie. *Revue de synthèse historique*, 7 : 219-240.
- (1904) Les pays de France. *La Réforme sociale*, 5^e série, 48 (8) : 333-344.
- (1909) Régions naturelles et noms de pays. *Journal des savants*, septembre, pp. 389-401 et octobre, pp. 454-462.
- (1910) Régions françaises. *Revue de Paris*, 6 : 821-849.
- (1912) Les circonscriptions administratives (conférence et discussion). *Compte rendu du Congrès national des sociétés françaises de géographie, 30^e session, Roubaix, juillet-août 1911, Lille, Imprimerie L. Danel*, pp. 31-42.
- (1913) La relativité des divisions régionales. Dans *Les divisions régionales de la France. Leçons faites à l'École des hautes études sociales*. Paris, Félix Alcan, pp. 3-13.
- (1917a) *La France de l'Est. Lorraine – Alsace*. Paris, Armand Colin (fac-similé publié en 1994 à Paris chez La Découverte).
- (1917b) Commentaire de « La réforme administrative après la guerre » de Jean Imbart de la Tour. *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, 77^e année, nouvelle série*, 88 : 39-43.
- (1917c) La rénovation de la vie régionale. *Foi et vie. Les questions du temps présent*, cahier B, 1^{er} mai, (9) : 103-108.
- (1979) *Tableau de la géographie de la France*. Paris, Tallandier (1^{re} édition : 1903).
- (1994) *Tableau de la géographie de la France*. Paris, La Table Ronde (1^{re} édition : 1903).